



MARCHÉ N°2025CYCPU0S04

**MARCHE DE CONTROLE PERIODIQUE DES SORBONNES, DES BRAS DE
CAPTATION, DES HOTTES CHIMIQUES, DES CAISSONS D'ASPIRATION, DES
ARMOIRES DE STOCKAGE VENTILEES ET DES POSTES DE SECURITES
MICROBIOLOGIQUE (PSM)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Pouvoir Adjudicateur :
CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :
Le Président de l'université,
Laurent Gatineau

Comptable assignataire :
L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

Table des matières

PRÉAMBULE	4
Article 1 - Objet du marché et dispositions générales.....	4
1.1. - Objet du marché.....	4
1.2. - Forme du marché.....	4
1.3. - Durée du marché.....	4
1.4. - Lieux d'exécution.....	5
1.5. - Allotissement.....	6
1.6. - Sous-traitance.....	6
1.7. - Assurances.....	6
1.8. - Unité monétaire	6
1.9. - Connaissance des lieux	6
Article 2 - Nature, fréquence et suivi des prestations.....	6
2.1. - Documents techniques de référence	8
2.2. - Documents à fournir.....	9
Article 3 - Documents contractuels.....	10
Article 4 - Modalités d'exécution.....	10
Article 5 - Prix et règlement des factures	11
5.1. - Répartition des paiements	11
5.2. - Contenu des prix	11
5.3. - Révision des prix	12
5.3.1 Formule de révision des prix	12
5.3.2 Modalités de révision des prix.....	12
5.3.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix	13
Article 6 - Conditions et modalités de règlement	13
6.1. - Avance	13
6.2. - Mode de règlement du marché public et modalités de financement.....	13
6.3. - Établissement des factures.....	13
6.4. - Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	15
Article 7 - Horaires et délais d'exécution.....	15
7.1. - Intervention et accès aux locaux.....	15
7.2. - Programmations des interventions.....	15
Article 8 - Contrôle de l'exécution des prestations.....	15
Article 9 - Sécurité.....	16
Article 10 - Obligations	16
10.1. - Obligation de résultat à la charge du titulaire	16
10.2. - Règles d'hygiène.....	16

10.3. - Obligations de l'Université	16
Article 11 - Pénalités de retard.....	16
Article 12 - Résiliation du marché.....	17
12.1. - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre	17
12.2. - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre	17
12.3. - Résiliation pour mauvaise exécution	17
12.4. - Résiliation pour motif d'intérêt général	17
Article 13 - Confidentialité.....	18
Article 14 - Litiges et juridiction compétente	18
Article 15 - Dérogations	18

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;

Le titulaire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1 - Objet du marché et dispositions générales

1.1. - Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations relatives aux contrôles annuels de toutes les sorbonnes de laboratoire de CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ, selon les normes NF EN 14175-4 de février 2005 et XP X 15-206 de janvier 2005 et le Protocole de conformité des sorbonnes de l'université de Cergy-Pontoise (95) du 02/10/2013 (ancienne dénomination de CY Cergy Paris Université).

Les bras d'aspiration, les armoires ventilées, les caissons d'aspiration et les hottes de chimies, ainsi que les Postes de Sécurité Microbiologiques font l'objet d'une vérification ponctuelle dans le cadre du bordereau des prix unitaires (BPU) (partie hors forfait).

1.2. - Forme du marché

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix mixtes :

- La partie forfaitaire (application de la DPGF) correspond aux contrôles annuels détaillés à l'article 2 du CCP ;
- La partie à bons de commande (application du BPU) correspond aux prestations ponctuelles détaillées à l'article 2 du CCP.

La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles R. 2162-13 et suivants du Code. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécuté, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

Le montant maximal annuel (prestations à bons de commande et forfaitaires) de l'accord-cadre est de 32 500 € HT.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal.

Ce contrat est un marché public de services au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

1.3. - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché est ensuite renouvelable chaque année, par reconduction tacite, pour une période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

1.4. - Lieux d'exécution

1) **Site CY de Neuville – 5 Mail Gay Lussac Neuville sur Oise - 95031 Cergy Pontoise cedex**

Bâtiment A : 1 sorbonnes

Bâtiment D : 94 sorbonnes

Bâtiment E : 2 sorbonnes

Bâtiment F : 43 sorbonnes

2) **Mir (Maison Internationale de la Recherche) de Neuville – 1 rue Descartes Neuville-sur-Oise - 95031 Cergy Pontoise Cedex : 8 sorbonnes**

3) **Site CY de Saint Martin – 2 avenue Adolphe-Chauvin BP 222 Pontoise - 95302 Cergy Pontoise cedex : 10 sorbonnes**

Tableau récapitulatif

Sites	Nombre de Sorbonnes
✓ Site CY de Neuville – 5 Mail Gay Lussac Neuville sur Oise - 95031 Cergy Pontoise cedex	140
✓ Mir (Maison Internationale de la Recherche) de Neuville – 1 rue Descartes Neuville-sur-Oise - 95031 Cergy Pontoise Cedex	8
✓ Site CY de Saint Martin – 2 avenue Adolphe-Chauvin BP 222 Pontoise - 95302 Cergy Pontoise cedex	10
Total	158

Tous les sites ont des ascenseurs.

Le patrimoine immobilier de CY est susceptible d'évoluer durant l'exécution du marché.

A l'issue de chaque période de reconduction, un point est fait entre CY Cergy Paris Université et le titulaire sur l'évolution éventuelle des installations. Par voie de conséquence, le périmètre géographique du présent marché peut évoluer.

Chaque site est composé d'un ou plusieurs bâtiments. Les livraisons peuvent avoir lieu à l'étage. L'adresse exacte de livraison sera indiquée sur chaque bon de commande.

Tout ajout ou suppression d'un ou plusieurs sites ou bâtiments fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant ou d'un acte de même nature.

1.5. - Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code, et en l'absence de prestations distinctes, le présent marché n'est pas alloti.

1.6. - Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par CY Cergy Paris université

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché.

1.7. - Assurances

Conformément, aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

1.8. - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

1.9. - Connaissance des lieux

- Le candidat effectue une reconnaissance approfondie sur place des sites, avant remise de leur offre, afin d'appréhender les contraintes et les spécificités des sites.

Ces reconnaissances ont pour but de connaître la configuration générale des locaux et les accès, étant entendu que toutes précautions et protections sont dues pour garantir la sécurité des occupants et des tiers.

Le candidat déclare connaître les lieux où les prestations doivent être exécutées et ne peut élever ultérieurement aucune réclamation ou demander aucun supplément pour difficultés d'accès ou tout autre motif.

Article 2 - Nature, fréquence et suivi des prestations

Les activités des laboratoires sont pluridisciplinaires et mettent en œuvre des techniques de haut niveau dans tous les domaines. Dans ce contexte, il apparaît donc incontournable d'assurer les contrôles réglementaires des équipements de ventilation spécifique.

CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ désire connaître la réelle efficacité de l'ensemble de ses sorbonnes de laboratoire par rapport aux vitesses moyenne de référence et identifier les sorbonnes qui s'avèreraient non conformes selon les normes en vigueur et aux exigences du protocole de contrôle des sorbonnes de Laboratoires de l'Université de Cergy - Pontoise (95) du 02/10/2013.

Les prestations se décomposent en deux types :

- Les prestations forfaitaires :
 - Réaliser un contrôle périodique annuel (essais de routine) selon les normes NF EN 14175-4 et NF X 15-206 de 171 sorbonnes de laboratoire situées sur les sites de CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ.

- Les prestations ponctuelles à la demande :
 - Réaliser sur demande des mesures dans le cadre d'essais de réception selon les normes NF EN 14175-4 et NF X 15-206.
 - Réaliser sur demande des contrôles de vitesse d'aspiration des armoires de stockages ventilées (14) ainsi que les caissons d'aspiration (4), hottes chimique (10), bras d'aspiration articulé (12). Les quantitatifs sont données à titre indicatif.
 - Réaliser sur demande des contrôles réglementaires des Postes de sécurité microbiologique (PSM) selon les normes NF EN ISO 14644-1 et -2 ainsi que la NF EN 12469.

Le titulaire s'engage sous sa propre responsabilité à exécuter les prestations de fournitures et de main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution des prestations indiquées dans le BPU.

Cas particuliers :

- Réaliser sur demande des Tests fumigènes pour visualisation du flux d'air extrait.
- Réaliser sur demande la décontamination chimique ou biologique (hors cadre covid-19) des équipements de travail.
- Réaliser sur demande des mesures aérauliques de débit d'air pour des locaux à pollution spécifique ou non.
- Réaliser sur demande la réalisation d'audits aéraulique.
- Des contrôles de vitesse d'aspiration sous une hotte en Zone 2 ATEX sont prévues dans le cadre du BPU.

Le titulaire du marché doit assurer une veille réglementaire et normative concernant les équipements mentionnés ci-dessus pendant toute la durée du marché.

Si pendant la réalisation des prestations, de nouveaux règlements ou normes entraînent en vigueur, le titulaire doit effectuer les modifications nécessaires, de manière à ce que les contrôles soient conformes aux dernières dispositions.

Le prix forfaitaire remis par le titulaire dans le cadre de son offre doit être conforme à toutes les normes et décrets publiés au jour de la remise des prix.

En cours d'exercice du contrat, l'université se réserve la possibilité de modifier, par avenant, les volumes des prestations. Les conditions financières sont alors recalculées sur la base des annexes financières initiales.

En plus des informations devant apparaître obligatoirement et celles jugées nécessaires par le titulaire, le titulaire s'engage à respecter les éléments indiqués ci-dessous :

- 1) Examen visuel de l'état de la sorbonne de laboratoire :
 - ✓ Examen de l'état des surfaces internes et externes ;
 - ✓ Examen de l'état de la façade mobile ;
 - ✓ Vérification du bon fonctionnement de la façade mobile ;
 - ✓ Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage du volume de travail ;
 - ✓ Vérification de l'état des dispositifs de sécurité : butée de la façade mobile, contrôleur de débit d'air et alarme de dépassement de la façade mobile ;
 - ✓ Prise de vue de l'encombrement du volume de travail de la sorbonne de laboratoire.
 - ✓ Visualisation du débit d'air par fumigène visible.
- 2) Mesures des vitesses d'air frontales en m/s et détermination du débit volumique d'air extrait de l'équipement.
- 3) Comparaison avec la vitesse moyenne de référence.

- 4) Mesures des vitesses d'air dans le local.
- 5) Mesures des paramètres ambiants du local : température, hygrométrie, pression différentielle et pression atmosphérique.

Les observations et problèmes existants.

- 6) Rapport de contrôle pour le Poste de Sécurité Microbiologique :

Test d'intégrité des filtres HEPA :

- Taux d'encrassement du filtre ;
- Contrôles de fonctionnement.

- 7) Chaque sorbonne contrôlée fait l'objet de l'édition d'une petite affiche :
 - de couleur verte si celle-ci est conforme aux débits de référence ;
 - ou de couleur rouge avec l'indication « ne pas utiliser » si celle-ci est inefficace.

Cette affiche doit être positionnée sur la sorbonne à un endroit visible mais ne doit pas gêner les utilisateurs. Le nom du titulaire et la date de la mesure doivent être indiqués sur l'affiche.

Avis technique :

En plus des missions de contrôle, l'université peut faire appel, sans supplément de prix, au titulaire pour :

- Valider le choix de travaux en vue de lever des observations mentionnées dans les rapports de contrôle ;
- Obtenir un avis oral sur des projets de travaux.

2.1. - Documents techniques de référence

Les contrôles à exécuter doivent être réalisés conformément aux dispositions suivantes :

- Norme française *NF EN 14175-4 de Février 2005*.
- Norme française *XP X 15-206 de Janvier 2005*.
- NF X15-206 Septembre 2010 « Sorbonnes de laboratoire - Seuil pour l'essai de confinement ».
- Les Cahiers de Recommandations Techniques relatives aux constructions scolaires du Ministère de l'Education Nationale.
- Le Guide Pratique de Ventilation n° 0 : « Principes généraux de ventilation » ED 695 ; INRS ; 2015.
- Le Guide Pratique de Ventilation n° 1 : « Sorbonnes de laboratoire » ED 657 ; INRS ; 2014.
- Le Guide Pratique de Ventilation n° 18 : « Sorbonnes de laboratoire » ED 795 ; INRS ; 2009.
- Le Protocole de conformité des sorbonnes de l'université de Cergy-Pontoise (95) ; 02/10/2013.
- L'ensemble des Décrets, Arrêtés et Circulaires en vigueur et notamment :
 - Le décret n°92-158 du 20 février 1992.
 - L'Arrêté du 8 octobre 1987 : Aération – assainissement.
 - L'Arrêté du 25 juin 1980 modifié (voir article GN 10 § 2).
 - Les Arrêtés des 04 juin 1982 et 13 janvier 2004 modifiés (complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public).

- L'Arrêté du 19 mars 1993.
- L'Arrêté du 10 février 2020.
- Les prestations font l'objet de la rédaction d'un plan de prévention annuel (art. R.4511-5 et suivants du code du travail) permettant à CY Cergy Paris Université et au titulaire de connaître les risques associés aux activités de l'une et de l'autre partie et de mettre en œuvre les mesures de prévention permettant de les maîtriser.
- Protocole de sécurité d'intervention dans les unités de travail à risques en vertu du décret n° 2015-1083 du 27 août 2015 (Décret relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension).

Pour les postes de sécurité microbiologiques :

- NF EN 12469 :2000, Annexes G et H "Critères de performance pour les postes de sécurité microbiologiques".
- ISO 14644-1 :2015 (F) " Salles propres et environnements maîtrisés apparentés".

Le titulaire est tenu de signaler au représentant de l'Université toutes contradictions entre les documents cités ci-dessus et les pièces concernant le présent marché.

2.2. - Documents à fournir

Il est rappelé que le titulaire doit fournir au personnel de l'université tous les documents et recommandations nécessaires.

Le personnel du titulaire doit justifier d'une habilitation pour effectuer les contrôles périodiques sur les équipements dont il assure la prestation objet du marché, ainsi que respecter les règles de sécurité en vigueur et les règlements applicables dans les bâtiments. Un plan de Prévention doit être établi entre le titulaire et l'université à l'issue de la notification.

Le personnel du titulaire doit être muni d'une carte d'identification ou d'un badge afin qu'il puisse être facilement identifié par le représentant de la DHSE.

Ainsi, le personnel du titulaire doit fournir une photo au format pièce d'identité pour que l'université lui établisse un badge nominatif d'accès. Toute perte de ce badge doit être déclarée immédiatement par le titulaire à la mailing liste dsis@ml.u-cergy.fr.

Le titulaire remet à l'Université :

- Avant exécution :
 - ✓ Un calendrier prévisionnel d'exécution en conformité avec la période indiquée.
 - ✓ Les méthodes, procédés et moyens mis en œuvre.
 - ✓ Les certificats et agréments des matériaux et matériels utilisés.
 - ✓ Un plan de prévention signé.
- Après exécution :
 - ✓ Un rapport individuel de visite sous forme informatique (PDF) relatif aux contrôles de chaque équipement, ainsi qu'un tableau de synthèse complet sous forme informatique (Excel) de tous les équipements contrôlés.
- Un rapport en format pdf par sorbonne contrôlée soit 158 rapports PDF.
- Un rapport en format pdf par postes de sécurité microbiologiques contrôlés.
- Un rapport en format pdf par armoire de stockage ventilée.
- Un rapport en format pdf par bras aspirants.

- Un rapport en format pdf par hotte de chimie.
- Un rapport en format pdf par caisson d'aspiration.
- Un fichier Excel avec les données de tous les contrôles et observations réalisés.

Le titulaire spécifie la méthodologie des mesures selon les textes législatifs de référence ainsi que le mode d'obtention des résultats des contrôles.

Article 3 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

Pièces particulières

- L'Acte d'attribution valant engagement et ses annexes financières : le bordereau des prix unitaires (2025CYCPU0S04_BPU) et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (2025CYCPU0S04_DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (2025CYCPU0S04_CCP) et ses annexes ;
- Le cadre de réponse technique (2025CYCPU0S04_CRT).

Pièce générale

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;

Le titulaire déclare parfaitement connaître le Cahier des Clauses Administratives Générales précédemment cité, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Article 4 - Modalités d'exécution

Le présent marché est exécuté par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'université. Il est établi un bon de commande pour chaque prestation, objet du marché, par type de surface demandé.

Chaque prestation sera réalisée sur la base d'un bon de commande.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins sans qu'un nombre minimal de prestations ne puisse être imposé à l'université.

La notification des bons de commande s'effectue par courriel.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Ils mentionnent :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;

- La désignation de la prestation ;
- La quantité ;
- La date de début d'exécution des prestations ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 5 - Prix et règlement des factures

5.1. - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé au Titulaire du marché et à ses sous-traitants connus ou à déclarer ultérieurement, pour lesquels un acte spécial de sous-traitance sera établi.

5.2. - Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix mentionnés au sein de la DPGF pour la partie forfaitaire et du BPU pour la partie à bons de commande.

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à chaque renouvellement de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 5.3 du présent CCP.

Pour toutes les prestations préventives, telles que définies dans le CCP, le marché est traité à prix annuel forfaitaire. Les prix sont ceux indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Pour les prestations hors forfait telles que définies dans le CCP, le marché est traité à prix unitaires. Les prix sont ceux indiqués dans le BPU.

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché, notamment toutes les dépenses résultant à quelque titre que ce soit de l'exécution du marché, les frais de déplacement et de transport, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations et, la main-d'œuvre, la fourniture et le remplacement de l'ensemble des consommables, les échantillons, les petites fournitures, les frais de stockage, les frais d'emballage, les échafaudages à toute hauteur et plateformes de travail, l'outillage, l'outillage à main et électroportatif, le transport de matériel, les équipements de protection et de sécurité individuels et de balisage de zones de travaux, de détournement de circulations, la fourniture et la mise en place de la signalétique informative et préventive, les vêtements de travail comportant le logotype ou la raison sociale du titulaire, le nettoyage des locaux, des parties communes, l'enlèvement des résidus et gravois qui proviennent de l'exécution des prestations, les frais d'amené et de repli, l'entretien, les dépannage et les réparations des matériels du titulaire, les droits et brevets qui pourraient frapper les fournitures et les procédés d'exécution, les mises à jour et l'utilisation des outils informatiques, les moyens de communication, les rédactions des documents, tous les frais d'études et essais, les plannings, les frais de plans, les présences aux convocations, les faux frais, les primes d'assurances, les impôts et taxes, les frais généraux, la rémunération du titulaire du marché, la marge pour risques et bénéfice, toutes les charges fiscales ou autres.

Afin d'offrir toutes les possibilités liées à la gestion des déchets, le titulaire met à disposition de l'Université tous les textes réglementaires relatifs au traitement, au stockage et au transport des déchets.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

5.3. - Révision des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

5.3.1 Formule de révision des prix

Les prix sont fermes la première année.

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés à chaque reconduction du marché par référence à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé, - Salaires et charges – tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant : 001565183 et par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (In/Io)$$

Avec :

Pr = Nouveau prix révisé ;

Po = conditions de prix au moment de la date limite de remise des offres ;

In = Valeur connue de l'indice une année plus tard ;

Io = Valeur de l'indice au moment de la date de notification du marché.

Lorsque la valeur finale des indices n'est pas connue au moment du paiement, le titulaire doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Le calcul de la révision des prix sera établi par simple courrier. CY CERGY PARIS UNIVERSITE procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Le taux de la T.V.A. applicable à chaque facturation sera celui en vigueur à la date de cette facturation.

Dans le cas où les indices prévus cesseraient d'être publiés, de nouveaux indices seraient choisis d'un commun accord et feront l'objet d'un avenant.

5.3.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque reconduction du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr avec accusé de réception les annexes financières avec un préavis de 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé.

Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs sont tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

5.3.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix

Clause de sauvegarde :

L'établissement se réserve la faculté de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations du présent accord-cadre si l'augmentation du prix (DPGF et BPU), opérée dans le cadre de la révision de prix annuelle, excède les 6% par rapport aux prix définis l'année précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

CY CERGY PARIS UNIVERSITE dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs, pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

Article 6 - Conditions et modalités de règlement

6.1. - Avance

Les conditions ne sont pas remplies pour le versement d'une avance.

6.2. - Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le titulaire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

6.3. - Établissement des factures

Pour les prestations forfaitaires, la fourniture d'un service fait est trimestrielle.

Pour les prestations hors forfait, les factures seront établies une fois le bon de commande entièrement exécuté.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;

- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Le SIRET de l'université ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

6.4. - Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le titulaire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Article 7 - Horaires et délais d'exécution

7.1. - Intervention et accès aux locaux

Le titulaire doit intervenir sur les sites **du lundi au vendredi entre 8h00 et 19H00**.

La Direction Hygiène Sécurité et Environnement (DHSE) peut décider, après consultation du titulaire, de modifier ces horaires pour s'adapter aux conditions d'exploitation du site.

Le personnel du titulaire a accès aux locaux concernés par le présent marché. Cependant, les interventions doivent se dérouler en présence d'un représentant de la DHSE ou d'un mainteneur des installations contrôlées de CY CERGY PARIS UNIVERSITÉ selon le calendrier établi communément.

Le titulaire doit prendre en compte les contraintes d'occupations des locaux pour ne pas perturber le fonctionnement normal des établissements.

7.2. - Programmes des interventions

Le titulaire doit effectuer l'intégralité des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des opérations de contrôles. En aucune façon, il ne peut se prévaloir d'un manque de disponibilité.

Après la notification du marché au titulaire, l'université souhaite voir réaliser cette prestation en priorité sur le site de Neuville et de Saint-Martin du 15 juillet au 15 août. La période peut être modifiée en cas de nécessité.

Un mois minimum avant le début des prestations, un planning d'intervention est proposé par la DHSE au titulaire du marché pour son approbation. Ce planning doit être validé par le titulaire du présent marché dans un délai de 10 à 15 jours ouvrés avec une liste des intervenants.

Le titulaire doit remettre les rapports dans un délai de 10 à 15 jours ouvrés après les interventions sur les sites.

En cas de carence du titulaire à répondre à l'urgence d'un appel à traiter un site, et après mise en demeure de ce dernier, l'Université se réserve le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires et d'en faire supporter les frais au titulaire, nonobstant l'application éventuelle des pénalités prévues conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Article 8 - Contrôle de l'exécution des prestations

Lorsque l'intervention est terminée, le représentant du titulaire doit signaler par une petite affiche si l'équipement est conforme ou non conforme et en informer les utilisateurs.

Dans un délai de 10 à 15 jours ouvrés après les interventions sur les sites, le titulaire doit remettre les rapports à CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

A la réception des rapports, le titulaire est tenu de signaler les opérations effectuées au moyen d'un bon d'exécution, pour le service fait, en version papier et dématérialisée.

Les bons, établis par site et par bâtiment, précisent tous les faits importants concernant la prestation notamment le lieu traité, les heures d'arrivée et de départ, la nature de l'intervention, les opérations effectuées ainsi que toutes les observations effectuées au titre de sa prestation.

Ces bons d'exécution doivent être signés par le titulaire et le responsable technique de site, ou le cas échéant du représentant de l'université. En cas d'absence du responsable de site, le titulaire transmet dans les 24h, au service de la DHSE de l'Université, un double du bon d'exécution.

Article 9 - Sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité, et celles particulières à l'établissement. Il doit contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni du badge fourni par l'université. Il doit informer immédiatement le(s) responsable(s) du bâtiment de toutes anomalies constatées.

Article 10 - Obligations

10.1. - Obligation de résultat à la charge du titulaire

Les prestations effectuées par le titulaire doivent être conformes aux exigences du pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché est tenu au respect d'une obligation de résultat.

Le titulaire doit également :

- Constituer l'organigramme fonctionnel des équipes, l'affectation des tâches, les procédures d'échanges et de communication.
- Mettre en place les documents de suivi demandés par CY Cergy Paris Université.
- Elaborer et mettre en œuvre les plannings, mettre en place les procédures détaillées correspondant aux activités confiées sur le site, garantir un niveau de service des prestations au jour du démarrage conforme aux exigences qualité du contrat.
- Transmettre les fiches des produits (indiquant notamment la composition et la provenance des produits) et les fiches de données sécurité des produits doivent être données par le titulaire. Ces fiches sont susceptibles d'être utilisées sur le site.

10.2. - Règles d'hygiène

L'intervention du titulaire doit s'exercer dans le respect des règles d'hygiènes appliquées à CY Cergy Paris Université.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires et donne à son personnel tous les moyens de leur mise en œuvre, afin que la sécurité des personnels et des usagers des locaux soit assurée lors des interventions.

Les consignes de sécurité générales applicables dans l'enceinte de l'Université doivent être respectées par le personnel du titulaire.

Le titulaire doit demander l'obtention des règles d'hygiène et de sécurité applicables sur chacun des sites concernés par ses interventions.

10.3. - Obligations de l'Université

L'université s'engage à :

- Maintenir en bon état les locaux, objets du présent marché ;
- Garantir au titulaire le libre accès des lieux et équipements annexés ;
- Informer sans retard le titulaire des anomalies constatées.

Article 11 - Pénalités de retard

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

- Pénalité pour retard dans les délais d'intervention, d'exécution, au vu du planning d'interventions validé : 500€ par jour ouvré de retard.
- Pénalité pour retard dans les délais d'intervention, d'exécution fixé dans le bon de commande pour les prestations ponctuelles : 500 € par jour ouvré de retard.
- Pénalités pour retard dans la remise des documents à fournir avant et après exécution de la prestation par le titulaire : 150 € par jour ouvré.
- Pénalités de retard sur la remise de rapport par rapport aux délais indiqués dans le présent cahier des clauses particulières : 150 € par jour ouvré de retard.
- Pénalités pour remise de rapport partiellement complété : 300 € par constat.

Article 12 - Résiliation du marché

12.1. - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

12.2. - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

12.3. - Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents du marché.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, cette résiliation peut intervenir sans mise en demeure préalable assorti d'un délai d'exécution.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne peut en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

12.4. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

La résiliation pour motif d'intérêt général sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 13 - Confidentialité

Le Titulaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles et à ne divulguer aucune des informations auxquelles il aura accès (sous forme de documents, de fichiers ou de communications) avant la signature, pendant l'exécution et après l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage également à ne faire aucun usage (notamment commercial), même sous forme indirecte des informations auxquelles il aura accès et à ne les transmettre à aucun tiers.

Article 14 - Litiges et juridiction compétente

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Il est possible de faire appel au comité consultatif national de règlement amiable pour résoudre les éventuels litiges qui pourraient survenir au cours de l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 et suivants du Code.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 15 - Dérogations

L'article 1.7 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG/FCS.

L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 12.3 du présent CCP déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

L'article 12.4 du présent CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.